Organisation mondiale de la Santé
Cameroun

N°001/janvier - mars 2026

WHO CAMEROON NEWS

Campagne de réparation chirurgicale des fistules obstétricales à Mokolo : un espoir pour les femmes de l'Extrême Nord

SOMMAIRE

Editorial…… P1

GOUVERNANCE ET LEADERSHIP ……P2

• PTF Santé : cap sur les réformes lors de la 1re réunion trimestrielle 2026, dans un contexte de baisse desfinancement ……P2

• La transition du Cluster Santé au Cameroun : vers un leadership national durable et inclusif……P4

PROMOUVOIR LA SANTÉ : Promotion de la santé, prévention et lutte contre les maladies …… ….P6

• Payer à Temps les Travailleurs de Santé : Un Impératif pour la Réussite des Campagnes de Vaccination……P6

• Lutte contre la tuberculose au Cameroun : le Plan stratégique national 2024–2026 passé au crible pour accélérer l'impact……P9

GARANTIR LA SANTÉ : Systèmes et services de santé……P11

• Le Cameroun au Sommet mondial de la médecine traditionnelle : L'ambition d'un pôle d'excellence scientifique……P11

PROTÉGER LA SANTÉ : Préparation et réponse aux urgences sanitaires……P13

• Campagne de réparation chirurgicale des fistules obstétricales à Mokolo : un espoir pour les femmes de l'Extrême Nord……P13

POUR PLUS D'INFORMATIONS, VEUILLEZ CONTACTER :

Directeur de publication
Dr Magaran Monzon Bagayoko , Représentant résident
E-mail : afwcocm@who.int

Rédacteur en chef
Mme Germaine Wegang, Communication Officer

Coordination : Dr Baonga Ba Pouth Franky Simon, Dr Douba Epee Emmanuel Christian, Dr Bissouma-Ledjou Tania, Dr Innocent Nzeyimana

Membres
Mr Jean Christian Kouontchou Mimbe
Dr Boris Arnaud Kouomogne Nteungue
Dr Alphonse Ngalame Nyong
Dr Arouna Tena Ngounga
Dr Olivier Ewane
M. Fabrice Laviolette
Mr Joachim Etouna
M. Patrick Lindjeck
Dr Dorine Ngono

Conception : Bureau Pays

Plus d'infos sur :
www.afro.who.int/fr/countries/cameroon

Editorial

Mesdames et Messieurs,

Le premier trimestre de l'année 2026 aura été révélateur des défis, mais aussi des opportunités qui se présentent au système de santé au Cameroun. Dans un contexte marqué par la réduction des financements, il nous appartient collectivement de repenser nos approches, de renforcer nos priorités et d'agir avec encore plus de cohérence et d'efficacité.

La première réunion trimestrielle des partenaires techniques et financiers du secteur santé a, à cet égard, posé des bases importantes. Elle a permis de recentrer l'action sur des réformes essentielles, en mettant l'accent sur la coordination, la redevabilité et l'optimisation des ressources. Plus que jamais, l'alignement des partenaires autour des priorités nationales apparaît comme un facteur déterminant de succès.

Dans cette dynamique, la transition du Cluster Santé vers un leadership national renforcé constitue une avancée significative. Elle traduit une volonté claire d'inscrire la gouvernance du secteur dans une logique durable, inclusive et pleinement portée par les institutions nationales.

Parallèlement, un enjeu fondamental demeure : celui du paiement à temps des travailleurs de santé. Derrière cette question se joue la capacité du système à mobiliser et à maintenir des ressources humaines engagées, indispensables à la réussite des campagnes de vaccination et à la continuité des services essentiels.

Le Cameroun affirme également son ambition sur la scène internationale, notamment à travers sa participation au Sommet mondial de la médecine traditionnelle. Cette orientation ouvre des perspectives prometteuses pour la valorisation des savoirs locaux dans une approche scientifique rigoureuse.

Enfin, sur le terrain, des initiatives à fort impact humain continuent de transformer des vies, à l'image de la campagne de réparation des fistules obstétricales à Mokolo, qui redonne espoir et dignité à de nombreuses femmes.
Ce bulletin vous propose de découvrir ces dynamiques, ces engagements et ces résultats. Il témoigne d'une conviction partagée : celle qu'en conjuguant nos efforts, nous pouvons bâtir un système de santé plus résilient, plus équitable et durable.

Bonne lecture !

Dr Magaran Monzon Bagayoko
Représentant Résident OMS Cameroun

GOUVERNANCE ET LEADERSHIP

PTF Santé : cap sur les réformes lors de la 1re réunion trimestrielle 2026, dans un contexte de baisse des financements

Réunis à l'occasion de la première réunion trimestrielle de 2026, les partenaires techniques et financiers (PTF) du secteur de la santé et les autorités nationales ont examiné les principaux défis liés au financement du système de santé et identifié des orientations stratégiques visant à renforcer sa durabilité et son efficacité.

Cette rencontre s'est tenue dans un contexte marqué par une évolution des financements et des besoins croissants en matière de santé. Les échanges ont permis de relever les limites de la stratégie de financement 2020–2023, devenue obsolète et non adoptée. Les analyses récentes, issues des travaux conduits entre 2022 et 2025, mettent en évidence une contraction progressive de l'aide extérieure, un sous-financement public persistant et une protection financière encore limitée des populations, malgré le lancement de la Couverture Santé Universelle en 2023.

Dans ce contexte, l'élaboration de la Stratégie de Financement de la Santé 2026–2030 (SFNS) constitue une priorité. Développée selon une approche méthodologique structurée, elle vise à renforcer la gouvernance du financement, à améliorer la mobilisation et la mutualisation des ressources, ainsi qu'à garantir un meilleur accès aux services de santé.

Les discussions ont également porté sur l'importance de la cartographie des ressources et du suivi des dépenses à travers l'outil RMET. Cet instrument permet d'analyser les flux financiers, d'identifier les sources de financement et de mieux apprécier les écarts entre les besoins et les ressources disponibles. Il contribue ainsi à renforcer la transparence, à améliorer la coordination des interventions et à orienter les priorités stratégiques.

Par ailleurs, la transition humanitaire au Cameroun a été présentée comme un processus essentiel pour renforcer le rôle des acteurs nationaux et assurer une meilleure articulation entre les interventions humanitaires et les actions de développement. Des avancées ont été enregistrées, notamment à travers la définition d'une feuille de route et l'amorce de la transition du cluster santé, bien que des défis liés au financement subsistent.

La réunion a également permis de présenter le système de surveillance des attaques contre les soins de santé, outil destiné à documenter les incidents et à appuyer les actions de plaidoyer. En 2025, 20 incidents ont été rapportés au Cameroun, soulignant l'importance de poursuivre les efforts en matière de protection des services de santé.

Enfin, les résultats du projet GRIOT, mis en œuvre dans la région de l'Adamaoua, ont mis en évidence des progrès en matière de sensibilisation et de dépistage de la tuberculose, notamment chez les enfants.

Au terme des échanges, les PTF ont réaffirmé leur engagement à accompagner les priorités nationales, notamment à travers l'accélération de la mise en œuvre des réformes et le renforcement de l'alignement des interventions pour l'année 2026.

La transition du Cluster Santé au Cameroun : vers un leadership national durable et inclusif

Depuis plus d'une décennie, le Cameroun fait face à une crise humanitaire complexe et prolongée, caractérisée par des conflits armés dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, une insécurité persistante dans l'Extrême-Nord, des déplacements massifs de populations, des flux de réfugiés et des chocs climatiques récurrents. Dans ce contexte, le Cluster Santé, activé en 2018 dans le cadre de l'approche de responsabilité sectorielle du Comité permanent interorganisations (IASC), a joué un rôle central dans la coordination de la réponse sanitaire d'urgence, en assurant la cohérence des interventions, la mobilisation des partenaires et une réponse fondée sur les besoins des populations affectées.

Dans un environnement humanitaire en mutation, marqué par des contraintes opérationnelles et financières croissantes, le Cameroun a été identifié comme pays pilote du « Humanitarian Reset » et de la transition accélérée vers des mécanismes de coordination ancrés au niveau national. La transition du Cluster Santé s'inscrit ainsi dans une dynamique stratégique visant à transférer progressivement le leadership et les fonctions essentielles de coordination aux autorités nationales, sous la conduite du ministère de la Santé Publique, avec l'appui technique continu de l'OMS et des partenaires.

Cette transition répond à un double objectif : maintenir l'efficacité de la réponse humanitaire face à des besoins persistants, tout en renforçant durablement les capacités nationales de gouvernance et de coordination. Elle repose sur une approche progressive et structurée. Elle est guidée par des principes fondamentaux, notamment le leadership national, la progressivité, la redevabilité envers les populations, le respect des principes humanitaires, la promotion de la localisation et l'alignement avec le nexus humanitaire-développement-paix.

Première réunion du Cluster Santé organisée au CCOUSP dans le contexte de la transition humanitaire en santé, co-présidée par un représentant du MINSANTE et le Coordonnateur du Cluster Santé.

Le processus est articulé en trois phases : une phase de préparation achevée en 2025, axée sur l'engagement politique et la validation du plan de transition ; une phase de co-leadership entre le ministère de la Santé Publique et l'OMS en 2026 ; puis une phase de transfert progressif des responsabilités visant la stabilisation des mécanismes nationaux et la désactivation du Cluster à l'horizon 2027. Les fonctions clés — coordination, gestion de l'information, planification, préparation et riposte, suivi-évaluation et redevabilité — sont progressivement intégrées dans les systèmes nationaux et décentralisés.

Une attention particulière est accordée à des domaines prioritaires tels que la santé sexuelle et reproductive, la santé mentale et le soutien psychosocial, la santé des réfugiés et la surveillance des attaques contre les soins de santé, avec un appui technique des agences spécialisées. Par ailleurs, des modèles de coordination différenciés sont mis en œuvre selon les contextes opérationnels, notamment à travers les approches ABC+ dans l'Extrême-Nord et ABC dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

L'engagement institutionnel du ministère de la Santé Publique constitue une avancée majeure, illustrée par la désignation de structures nationales de co-coordination, l'implication des niveaux décentralisés et la co-présidence des réunions du Cluster Santé. Cette dynamique ouvre la voie à une coordination plus durable, inclusive et ancrée dans les systèmes nationaux.

Toutefois, dans un contexte de ressources limitées, la réussite de cette transition dépendra du renforcement continu des capacités institutionnelles, du maintien d'un partenariat équilibré entre acteurs nationaux et internationaux, ainsi que de la mobilisation de financements durables. Le rôle de l'OMS en tant que Provider of Last Resort (PoLR) demeurera essentiel pour garantir la continuité des services de santé dans les zones les plus vulnérables.Pour plus de details ,lire : **La transition du Cluster Santé au Cameroun : vers un leadership national durable et inclusif | OMS | Bureau régional pour l'Afrique**

Photo de famille des participants à la 1ère réunion du Cluster Santé, devant le CCOUSP, marquant une étape clé dans la transition humanitaire en Santé

PROMOUVOIR LA SANTÉ : Promotion de la santé, prévention et lutte contre les maladies

Payer à Temps les Travailleurs de Santé : Un Impératif pour la Réussite des Campagnes de Vaccination

DS N'déré Urbain, séance de travail avec le CDS et le PF Commcare

Un défi vital pour la santé publique

Les campagnes de vaccination de masse sont des opérations vitales pour la santé publique. Elles permettent de prévenir des épidémies, sauver des vies et renforcer la résilience des systèmes sanitaires. Mais derrière chaque succès se trouvent des milliers de travailleurs de santé mobilisés sur le terrain, souvent dans des conditions difficiles. Leur engagement mérite non seulement reconnaissance, mais aussi un respect fondamental : **le paiement ponctuel de leurs rémunérations.**

Un facteur clé de motivation

Les campagnes exigent des efforts intenses : longues journées, déplacements en zones reculées, interactions avec des communautés parfois réticentes.

Un paiement rapide est un signe de respect et de confiance, garantissant la motivation et l'efficacité des équipes. À l'inverse, des retards peuvent entraîner démobilisation, absentéisme et baisse de performance.

Une question de dignité et de crédibilité

Les travailleurs de santé ont des obligations financières. Les retards créent des tensions et du stress, affectant ainsi la qualité des interactions avec les communautés.

De plus, le respect des engagements financiers renforce la crédibilité des autorités sanitaires auprès des partenaires, des bailleurs et des populations.

Des efforts pour améliorer le système

Le ministère de la Santé Publique, avec le concours de ses partenaires techniques et financiers, notamment l'OMS, a consenti d'énormes moyens afin de mettre en place un mécanisme efficace en vue de garantir la transparence, la sécurité et la régularité des paiements des acteurs, à travers l'application **Commcare,** dont l'usage se révèle convivial au fil du temps.

Un écart avec les standards internationaux

Au Cameroun, le paiement de 90 % des travailleurs de première ligne se fait encore dans un intervalle supérieur à 30 jours après la fin de la campagne ; bien loin des standards internationaux qui exigent que l'intégralité des paiements se fasse dans un intervalle de 10 jours maximum à l'issue de la fin officielle de la vaccination.

Les goulots sont d'une part d'ordre technique (vérification des KYC par les opérateurs) et d'autre part d'ordre procédural (non-dissociation des paiements des acteurs de première ligne). Toutefois, les travaux d'amélioration en cours, avec toutes les parties prenantes, nous donnent bon espoir que ces retards ne seront bientôt qu'un lointain souvenir.

Un impératif stratégique et éthique

En somme, payer à temps les travailleurs de santé lors des campagnes de vaccination n'est pas une simple formalité administrative : c'est un impératif stratégique, éthique et opérationnel. Car derrière chaque dose administrée, il y a un professionnel engagé qui mérite respect et reconnaissance.

Photo de famille

Cliniques PEN Plus : Un Tournant Majeur dans la Lutte contre les Maladies Non Transmissibles au Cameroun ; Bilan du Premier Trimestre 2026

Le Cameroun a franchi une étape importante dans la prise en charge des maladies non transmissibles (MNT) avec le lancement des cliniques PEN Plus le 16 décembre 2025 dans les districts pilotes de Djoum et Mfou. Cette initiative vise à améliorer l'accès aux soins spécialisés pour des pathologies chroniques telles que le diabète, la drépanocytose, l'asthme et les cardiopathies rhumatismales, en particulier dans les zones rurales. Les MNT représentent un enjeu majeur de santé publique, responsables de 43 % des décès au Cameroun. La drépanocytose touche environ 300 000 personnes, tandis que près de 20 000 vivent avec le diabète de type 1 et 1,3 million souffrent d'asthme. L'accès limité aux soins spécialisés aggrave ces situations, notamment en milieu rural. Au premier trimestre 2026, les cliniques PEN Plus ont enregistré 69 cas au total, dont 33 nouveaux cas en mars. La drépanocytose domine avec 22 nouveaux cas ce mois-là, suivie du diabète de type 2 (10 cas, dont 3 hospitalisations). Aucun décès ni abandon de suivi n'a été signalé, témoignant d'une prise en charge efficace. Ces cliniques offrent des soins intégrés et accessibles, soutenus par la formation continue des prestataires de santé. Des protocoles standardisés et un système de mentorat permettent d'améliorer la qualité des soins et le suivi des patients. Cette initiative s'inscrit dans l'objectif national d'atteindre la Couverture Sanitaire Universelle d'ici 2030. En intégrant les soins des MNT dans les services de santé primaires, PEN Plus contribue à réduire les inégalités d'accès. Face aux résultats encourageants, une extension nationale est envisagée dès 2026, notamment dans les régions du Littoral et de l'Ouest, avec l'appui de partenaires internationaux. PEN Plus s'impose ainsi comme un levier clé pour renforcer le système de santé camerounais. Pour plus de détail, lire Cliniques PEN Plus : Un Tournant Majeur dans la Lutte contre les Maladies Non Transmissibles au Cameroun ; Bilan du Premier Trimestre

Lutte contre la tuberculose au Cameroun : le Plan stratégique national 2024–2026 passé au crible pour accélérer l'impact

Dans un contexte marqué par la volonté d'accélérer la lutte contre la tuberculose (TB) et d'aligner les interventions nationales sur les objectifs de la stratégie End TB, le Cameroun, avec l'appui technique de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), a engagé une revue approfondie de son Plan Stratégique National (PSN) 2024–2026. Cette initiative constitue une étape déterminante pour renforcer la performance du programme, orienter les priorités futures et préparer la demande de financement du cycle de subvention 8 du Fonds mondial.

Une revue structurée, inclusive et rigoureuse

La revue du PSN TB a reposé sur une démarche méthodologique solide et participative. Elle a mobilisé l'ensemble des parties prenantes nationales, incluant le Programme National de Lutte contre la Tuberculose (PNLT), d'autres structures du Ministère de la Santé Publique, les partenaires techniques et financiers, ainsi que les acteurs communautaires.

Dès la phase préparatoire, un dispositif organisationnel structuré a été mis en place, avec la constitution de sept groupes thématiques centraux couvrant l'ensemble des piliers de la riposte TB : gouvernance et leadership, chaîne d'approvisionnement, prise en charge de la TB sensible et multirésistante, réseau de laboratoires, TB/VIH et comorbidités, populations vulnérables et TB de l'enfant, engagement communautaire et protection sociale, ainsi que surveillance épidémiologique. Cette organisation a permis une analyse multidimensionnelle, en cohérence avec les approches intégrées promues par l'OMS dans ses interventions au Cameroun, notamment en matière de gouvernance, de systèmes de santé et de coordination multisectorielle.

Une analyse fondée sur les données et les réalités de terrain

La seconde phase de la revue a consisté en une analyse approfondie des performances programmatiques et des indicateurs épidémiologiques, permettant d'évaluer les progrès réalisés depuis la mise en œuvre du PSN. Cette analyse a été enrichie par des missions de collecte de données sur le terrain, menées au niveau central et dans les dix régions du pays. Ces descentes ont permis de recueillir à la fois des données quantitatives et qualitatives auprès des formations sanitaires, des laboratoires, des structures communautaires, des prisons et des administrations sectorielles.

Légende : Collecte des données auprès des acteurs institutionnels et sectoriels dans le cadre de la revue du PSN TB.

À l'instar des approches promues dans d'autres initiatives nationales documentées par l'OMS telles que les évaluations participatives des systèmes d'urgence ou les campagnes de santé publique, cette démarche a permis de croiser les données avec les réalités opérationnelles, renforçant ainsi la pertinence des analyses et des recommandations.

Les informations collectées ont notamment permis de mieux comprendre :

- les dynamiques locales de mise en œuvre des interventions TB,
- les innovations communautaires émergentes,
- ainsi que les contraintes structurelles affectant la continuité des soin

Des enseignements clés pour renforcer la réponse TB

Les premières analyses issues des travaux des groupes techniques mettent en évidence une réponse nationale structurée et fonctionnelle, soutenue par des acquis importants en matière de déploiement des services, de disponibilité des outils stratégiques et d'engagement des partenaires.

Cependant, ces analyses révèlent également que ces acquis restent encore insuffisamment traduits en performance optimale, en raison de contraintes persistantes, notamment :

- une détection des cas encore insuffisamment proactive,

Une étape stratégique pour le futur PSN et le financement GC8

Au-delà du diagnostic, la revue du PSN constitue un levier stratégique majeur pour l'avenir. Elle permettra :

- d'affiner les priorités nationales en matière de lutte contre la TB,
- de renforcer l'alignement avec les recommandations internationales,
- et de structurer un nouveau Plan Stratégique National (2027–2030) plus ambitieux, plus intégré et orienté vers l'impact.

Elle servira également de base à l'élaboration de la demande de financement du cycle de subvention 8 (GC8) du Fonds mondial, dans un contexte où les exigences en matière de performance, d'intégration des programmes et de durabilité sont de plus en plus élevées.

Vers une réponse plus intégrée, équitable et durable

Cette revue s'inscrit pleinement dans la vision portée par l'OMS au Cameroun, qui vise à promouvoir des systèmes de santé plus intégrés, résilients et centrés sur les populations, en cohérence avec les Objectifs de Développement Durable et la Couverture Santé Universelle. Elle ouvre la voie à une transformation de la réponse TB autour de trois axes majeurs :

- renforcer l'intégration des services TB dans les soins de santé primaires,
- améliorer l'accès équitable aux services pour les populations vulnérables,
- optimiser l'utilisation des données pour la prise de décision et la redevabilité.

La revue du Plan Stratégique National de lutte contre la tuberculose 2024–2026 marque une étape décisive dans la dynamique de renforcement de la réponse nationale à la TB au Cameroun. En combinant rigueur méthodologique, participation multisectorielle et ancrage dans les réalités de terrain, elle offre une base solide pour construire un programme plus performant, plus intégré et plus durable. Dans un contexte mondial de transition des financements et d'exigence accrue d'impact, cette démarche positionne le Cameroun sur une trajectoire favorable pour accélérer les progrès vers l'élimination de la tuberculose et garantir une meilleure santé pour toutes les populations.

Lancement de la revue externe du plan stratégique National de lutte contre la tuberculose 2024-2026
Le lancement est presidé par le conseiller technique N2, Prof de Mendimi Nkodo, avec à ses cotés notre répresentant , Dr Bagayo ,Les participants sont : PNLT et autres directions MINSANTE, le MINAS , MINDEF , CPC, FESADE, JAPPSSO, FIS, PLAN Cameroun

GARANTIR LA SANTÉ : Systèmes et services de santé

Le Cameroun au Sommet mondial de la médecine traditionnelle : L'ambition d'un pôle d'excellence scientifique

New Delhi, Inde – Du 17 au 19 décembre 2025, la capitale indienne a vibré au rythme du 2e Sommet mondial sur la médecine traditionnelle. Organisé sous l'égide de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), cet événement de haut niveau a réuni décideurs, chercheurs et experts autour d'un enjeu crucial : l'intégration de la médecine traditionnelle dans les systèmes de santé modernes.

Un cadre mondial : Intégrer pour mieux soigner

Le sommet s'est articulé autour du thème de l'intégration responsable, encadrée et scientifiquement fondée de la médecine traditionnelle et complémentaire (T&CM). L'objectif global était d'examiner comment ces pratiques ancestrales peuvent contribuer à la couverture santé universelle, à la résilience des systèmes de santé et à l'innovation thérapeutique.

L'impact recherché à l'échelle mondiale est double :

- **Sécurité et Qualité** : Passer d'une coexistence informelle à une intégration coordonnée, garantissant que les produits de la pharmacopée soient évalués selon des critères de sécurité et d'efficacité rigoureux.
- **Équité en santé** : Valoriser des ressources locales souvent plus accessibles financièrement et géographiquement pour les populations.

C'est précisément dans cette dynamique internationale que le Cameroun a choisi d'affirmer son leadership, en présentant des avancées législatives concrètes tout en traçant une vision stratégique tournée vers l'avenir.

Le Cameroun : Un socle législatif déjà solide

Dans ce concert des nations, le Cameroun a fait valoir son expérience nationale, marquée par un acte historique : la promulgation de la **Loi n°2024/018 du 23 décembre 2024** portant exercice et organisation de la médecine traditionnelle. Ce texte positionne désormais le pays comme un acteur de référence en Afrique pour l'encadrement, la structuration et la sécurisation de cette pratique.

Marier la science et la tradition

Loin des clichés, la délégation camerounaise, conduite par le Ministre de la Santé Publique, le Dr Manaouda Malachie, a défendu une approche où « l'intégration doit être rigoureusement fondée sur les évidences scientifiques ».

Dans cette optique, le pays s'engage à développer une expertise nationale en recherche translationnelle. L'objectif est de bâtir une institution capable de faire le pont entre les savoirs endogènes et la validation scientifique moderne, avec l'ambition de postuler, à terme, pour devenir un centre collaborateur de l'OMS.

L'Afrique parle d'une seule voix

En marge des sessions plénières, une dynamique continentale s'est dégagée. Sous l'impulsion du Bureau régional de l'OMS, les pays africains ont convenu de privilégier un projet unique à l'échelle du continent. Cette unité vise à renforcer la cohérence stratégique et la mutualisation des efforts pour la valorisation de la pharmacopée africaine, plutôt que de multiplier des initiatives fragmentées.

Perspectives nationales : Une feuille de route ambitieuse

Pour le Cameroun, ce sommet marque le point de départ d'une transformation profonde du secteur. Cependant, l'histoire de la santé publique montre qu'une loi sans mécanismes d'application peut générer un vide juridique dangereux. C'est pourquoi, avec l'appui technique de l'OMS, plusieurs chantiers stratégiques constituent désormais les prochaines étapes de la stratégie nationale :

- **Gouvernance et vision :** Définir une trajectoire claire à travers l'adoption d'une Politique Nationale et sa déclinaison en Plan Stratégique National.
- **Opérationnalisation juridique :** Élaborer et valider les neuf décrets d'application de la loi de 2024 pour un encadrement complet.
- **Standardisation scientifique :** travailler à l'harmonisation et la publication de la première édition de la Pharmacopée Nationale du Cameroun afin de fixer les normes de qualité et de sécurité des substances naturelles autorisées.
- **Régulation numérique :** Mettre en place une cartographie géo-référencée et un registre dynamique pour identifier et suivre les tradipraticiens agréés sur l'ensemble du territoire.

Vers une santé plus inclusive et souveraine

Grâce à cette impulsion historique, le Cameroun s'engage résolument dans une ère nouvelle où la science sublime la tradition pour le bien-être de tous. En structurant ainsi son riche patrimoine naturel, le pays ne se contente pas de sécuriser les soins ; il bâtit un système de santé plus résilient, souverain et proche de ses citoyens. C'est l'aube d'une médecine intégrative exemplaire, capable de transformer la biodiversité camerounaise en un véritable levier de santé publique et de rayonnement international.

PROTÉGER LA SANTÉ : Préparation et réponse aux urgences sanitaires

Campagne de réparation chirurgicale des fistules obstétricales à Mokolo : un espoir pour les femmes de l'Extrême Nord

Photo de famille

Du 9 au 13 mars 2026, l'Hôpital Régional Annexe de Mokolo (HRA Mokolo), dans le district de santé de Mokolo, a accueilli une campagne de réparation chirurgicale des fistules obstétricales organisée par **le ministère de la Santé Publique (MINSANTÉ)** avec l'appui technique et financier de **l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).** Cette initiative a été rendue possible grâce au financement du bailleur **Hellenic Aid** du ministère des Affaires étrangères de la Grèce

Contexte : une morbidité maternelle lourde, souvent silencieuse

La fistule obstétricale est une complication grave résultant généralement d'un accouchement dystocique et prolongé, se traduisant par un écoulement incontrôlé d'urines et/ou de matières fécales. Au delà des conséquences médicales, elle entraîne une forte stigmatisation sociale, un isolement et une détresse psychosociale des femmes affectées. Au Cameroun, sa prévalence est estimée entre **0,3 %** et **0,4 %** chez les femmes en âge de procréer, avec un fardeau particulièrement élevé dans les régions septentrionales.

Une réponse coordonnée, centrée sur la dignité des femmes

Inscrite dans les priorités nationales en matière de santé sexuelle et reproductive, cette campagne fait à la suite d'une requête adressée en novembre 2025 par la Délégation Régionale de la Santé Publique de l'Extrême Nord, sollicitant l'appui de l'OMS pour

pour l'organisation de cette campagne de réparation des fistules obstétricales. L'objectif étant de réduire l'incidence des fistules obstétricales tout en réduisant les souffrances des femmes déjà affectées.

Préparation et approche opérationnelle

La mise en œuvre a reposé sur une préparation rigoureuse, incluant des réunions techniques OMS–DRSP, la sélection du site d'intervention, la mobilisation de l'organisation à base communautaire **(AJASEED)** pour la sensibilisation et la recherche active des cas, ainsi qu'une mission conjointe OMS/DRSP visant à garantir la disponibilité des ressources critiques : équipe chirurgicale spécialisée, kits opératoires, plateau technique, laboratoire et dispositifs de soutien psychosocial.

Sensibilisation, confirmation et prise en charge

Entre décembre 2025 et février 2026, des activités intensives de mobilisation communautaire ont permis d'identifier **100 cas probables**, accompagnés psychosocialement. Les examens diagnostiques, basés sur l'examen gynécologique et **le test au bleu de méthylène,** ont permis de confirmer environ **30 cas,** dont **21 femmes** ont bénéficié d'une réparation chirurgicale et poursuivent actuellement leur suivi postopératoire

Résultats et portée

Au delà des interventions chirurgicales, la campagne a contribué à briser le silence autour de la fistule obstétricale, à renforcer la mobilisation communautaire et à encourager le recours précoce aux soins. Elle illustre l'efficacité d'une approche intégrée associant autorités sanitaires, partenaires techniques et financiers et organisations communautaires dans la lutte pour l'élimination des fistules obstétricales dans l'Extrême Nord du Cameroun.

MINSANTE

CSU UHC
Couverture Santé Universelle-Universal Health Coverage
MINSANTE

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development and Cooperation SDC

UNAIDS

KOICA
Korea International Cooperation Agency

POLIO GLOBAL ERADICATION INITIATIVE

Gavi
L'Alliance du Vaccin

unicef
for every child

GLOBAL FINANCING FACILITY
SUPPORTED BY WORLD BANK GROUP

UNFPA

P4H
SOCIAL HEALTH PROTECTION NETWORK

AFRICA CDC
Centres for Disease Control and Prevention
Safeguarding Africa's Health

E-mail : afwcocm@who.int
www.afro.who.int/fr/countries/cameroon

Organisation
mondiale de la Santé
Cameroun